

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

DC3

ACTE D'ENGAGEMENT – CCAP (simplifié)

Numéro d'identification
court:

2	0	2	5	.			
---	---	---	---	---	--	--	--

Renseigné après engagement

Numéro d'identification
Long Chorus :

2	0	2	5	-												
---	---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Renseigné après engagement

A - Objet de la consultation et de l'acte d'engagement/CCAP.

A1 - Objet de la consultation :

Travaux de mise en œuvre d'une installation de GTB sur le site Cap de Croix à Nice

A2 – Procédure :

Procédure adaptée ouverte lancée en application des articles L2123.1 R2123.1 et R2123.4 et R2123.5 du Code de la Commande Publique (MAPA > 90 000 € HT)

☒ Cet acte d'engagement correspond : ☐ à l'offre de base ☐ à la variante libre

B - Engagement du candidat.

B1 - Identification et engagement du candidat : (Cocher les cases correspondantes.)

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public suivantes,

☒ AE/CCAP ☒ CCAG: **Travaux** (Arrêté du 30 mars 2021 modifié) ☒ CCTP ☒ Autres : **DCE**

et conformément à leurs clauses et stipulations,

☐ Le signataire, **prestataire unique** s'engage sur la base de son offre :

Nom et prénom :													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :						Fax :							
Courriel *:													
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :						Fax :							
Courriel *:													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

☐ Le signataire, **mandataire** du groupement décrit ci-après s'engage sur la base de l'offre en **groupement** ☐ **solidaire** ☐ **conjoint avec mandataire solidaire**
et représenté par M

..... *Nom Prénom Qualité*

Co-traitant 1 : mandataire

Nom et prénom :													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :						Fax :							
Courriel *:													
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :						Fax :							
Courriel *:													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

Co-traitant 2 :

Nom et prénom :													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :													
Domicilié à :													
Tel. :						Fax :							
Courriel *:													
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)													
Au capital de :													
Ayant son siège à :													
Tel. :						Fax :							
Courriel *:													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :													
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> <div style="width: 20px;"></div> </div>													
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :													

***Adresse courriel où les notifications pourront être valablement effectuées**

B2 - Prix :

Les prix du présent marché sont réputés établis :

- Soit sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de consultation. (Mois zéro « m0») soit **FEVRIER 2025** **
*** sous réserve d'un éventuel report de la date limite des offres susceptible de modifier ce mois de référence*
- Soit, en cas de négociation, à la date limite de remise de la dernière offre.

Unité monétaire : euro

Les prix sont tous renseignés suivant DPGF complétée par le soumissionnaire. Le marché est forfaitaire avec des prix révisables.

Le marché comprend une seule tranche

Les prestations seront rémunérées par application du prix forfaitaire égal à :

☒ Prix indiqués ci-dessous **montant global « marché de base » à chiffrer ci-après :**

- | | |
|--|---|
| ● Montant hors TVA : | € |
| ● TVA au taux de <input type="text" value="20"/> %, soit | € |
| ● Montant TVA incluse : | € |

Arrêté en lettres à

Valorisation de la prestation supplémentaire éventuelle « PSE 1 »

⇒ **Cadre ci-dessous à compléter par le candidat**

N°	Prestation supplémentaire éventuelle	Montant hors TVA (1)	Montant TVA incluse
PSE 1	SOUS COMPTAGE D'ENERGIE ELECTRIQUE		

(1) plus ou moins value par rapport à la solution de base

Décision du maître d'ouvrage (réservé à l'administration)

La PSE 1 est :

☐ retenue

☐ non retenue

■ **Compte tenu des éléments de l'offre ci-dessus, le montant global du marché est arrêté à la somme de :**
(réservé à l'administration)

- Montant hors TVA :
- TVA au taux de 20 %, soit
- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

B3 Montant sous-traité

B.3.1. Sous-traitance déclarée à l'offre

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, un formulaire DC4 sera annexé au présent acte d'engagement pour chaque sous-traitant et indiquera la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par chaque sous-traitant, son nom et ses conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque formulaire annexé constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder. Le montant indiqué au formulaire DC4 est exprimé hors taxe ; le titulaire doit également préciser dans ce formulaire que la TVA est autoliquidée.

Chaque formulaire annexé constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

☐ **Entreprise unique**

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

- Montant hors TVA

☐ **Groupement**

Le montant total des prestations sous-traitées conformément à ces formulaires annexés est de :

N° du cotraitant	Montant hors TVA
1	
2	
Total	

Les déclarations et attestations (article R.2193-1 du CCP) des sous-traitants recensés dans les formulaires annexés, sont jointes au présent acte d'engagement/CCAP.

B.3.2. Sous-traitance prévue pendant les travaux

En cas de sous-traitance des prestations en cours de marché, les sous-traitants devront être agréés dans les conditions des articles R2193.3 et 4 du Code de la Commande Publique.

B.3.3. Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant du présent marché que le candidat peut présenter en nantissement ou céder est au maximum le montant de l'offre acceptée par le maître d'ouvrage, duquel il convient de déduire le montant cumulé des prestations sous-traitées.

Le montant de cette créance sera défini lors de la remise de l'exemplaire unique.

Une copie de l'original de l'AE/CCAP portant une formule d'exemplaire unique ou un certificat de cessibilité sera délivré au titulaire sur simple demande écrite de sa part.

B4 - Compte à créditer : *joindre impérativement le/les RIB ou RIP en annexe au présent document*

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte :

☐ **Entreprise unique**

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN :		
BIC :		

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

☐ **Groupement**

S'agissant de la rémunération des groupements d'opérateurs économiques, le nouveau CCAG prévoit désormais, quelle que soit la forme du groupement (conjoint ou solidaire), que chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations (article 10.7.1).

Païement des sommes sur des comptes séparés ([joindre les RIB ou RIP](#))

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes

Co-traitant 1 (mandataire)

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN :		
BIC :		

Co-traitant 2

compte ouvert à l'organisme bancaire :		
à :		
au nom de :		
sous le numéro :	<input type="text"/>	clé RIB : <input type="text"/>
code banque :	<input type="text"/>	code guichet : <input type="text"/>
IBAN :		
BIC :		

Toutefois, le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

B5 – Avance forfaitaire :

En application des articles R 2191-3 et suivants du code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance peut être accordée, **si les conditions réglementaires sont réunies** (montant du marché initial > à 50 000 € HT et durée d'exécution du marché > à 2 mois)

●Titulaire unique ou 1er cotraitant (mandataire)

☐ **Ne refuse pas** de percevoir l'avance forfaitaire

☐ **Refuse** de percevoir l'avance forfaitaire

●2ème cotraitant

☐ **Ne refuse pas** de percevoir l'avance forfaitaire

☐ **Refuse** de percevoir l'avance forfaitaire

B6 – Délai d'exécution du marché :

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **6 mois** à compter de la notification du présent marché public, **période de préparation de 1 mois non comprise.**

Le délai court à compter de la date fixée par l'OS précisant la date de démarrage de la période de préparation jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des travaux donnant lieu à la réception dans les conditions de l'article 41 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La durée d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

B7 – Délais de validité des offres - Variation dans les prix – index de référence :

Le délai de validité de l'offre de prix est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les prix sont **révisables**. – Prix global et forfaitaire.

L'index de référence /choisi en raison de sa structure pour l'actualisation est le suivant :

BT47 - Électricité

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE
- <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847>

B8 – Modalités de révision des prix :

Par les documents particuliers du marché, la formule de révision applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donc :

Coefficient de révision $C_n = I_n / I_0$

avec :

- I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

- I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit

être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

La valeur initiale du ou des index à prendre en compte est celle de la date d'établissement des prix initiaux. (Considéré comme étant le dernier jour du mois m_0).

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause doit être appréciée au plus tard à la date de réalisation des prestations concernées telle que prévue par les documents particuliers du marché, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La date de réalisation des prestations prévue par le marché est celle prévue initialement, éventuellement modifiée dans les conditions prévues aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG.

Si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation dans les conditions prévues à l'article 19.2, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

B9 – Contenu et nature des prix :

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant la nature du marché par application d'un prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG..

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 10.1.2 du CCAG.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

B10 – Modalités de paiement de la prestation :

Le marché sera financé par l'ETAT. *Support budgétaire en attente à la date de lancement de la consultation*

Paiement par mandat administratif (virement bancaire) suivant les règles de la comptabilité publique.
Délai maximum de règlement des comptes : 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

La prestation sera réglée mensuellement suivant avancement.

Le remboursement de l'avance forfaitaire visée à l'article B5 du présent document, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du lot atteint 65% du montant initial TTC. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à **30 jours**.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché qui sera porté en page 1 du présent acte suite à la signature et la notification du marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

B11 – Cautionnement bancaire / retenue de garantie :

Sans objet

B12 – Pénalités de retard / résiliation :

Il sera fait application si nécessaire des dispositions générales prévues au CCAG « Travaux ».

B13 – Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage

B14 – Réception – délai de garantie

B14.1 Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du C.C.A.G Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

B14.2 Délai de garantie

Pendant la période de parfait achèvement d'un an après la réception, l'entrepreneur aura à sa charge le suivi gratuit de la garantie des installations avec toutes les interventions jugées utiles - cf article 1.20 du CCTP.

B15 – Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Messagerie sécurisée du profil acheteur PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat)
A défaut :
- Remise contre récépissé daté ou lettre recommandée avec accusé de réception postal.

B16 – Règlement des différends et des litiges

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige : Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

C - Signature de l'offre par le candidat.

La signature du présent acte d'engagement/CCAP vaut adhésion et consentement sans réserve aux documents constitutifs du marché. Le titulaire individuel ou le mandataire habilité ou chaque membre du groupement s'engage sur la base de l'offre technique et financière à exécuter les prestations demandées.

Fait en un seul original	
à : <input type="text"/>	le : <input type="text"/>
Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s)* de l'/des entreprise(s) :	
<div style="border: 1px solid black; height: 150px; width: 100%;"></div>	

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

D - Identification du pouvoir adjudicateur

▪ Désignation du pouvoir adjudicateur:

Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse
Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur
Rectorat de l'académie de Nice
53 avenue Cap de Croix
06181 Nice cedex 02

représenté par Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur,

▪ Comptable public assignataire :

Direction Départementale des Finances Publiques des Alpes Maritimes (à compter du 01/01/2022)

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus

▪ Imputation budgétaire :

Financement ETAT - **Programme** : *sera indiqué une fois le projet de marché engagé*

EJ : *sera indiqué une fois le projet de marché engagé*

E - Décision du pouvoir adjudicateur

réservé à l'administration

Le représentant du pouvoir adjudicateur

A Aix en Provence le :

F -NOTIFICATION DU MARCHE

- l'envoi avec accusé de réception sur le profil acheteur (plate-forme de dématérialisation PLACE)

Apposer dans ce cadre l'accusé de réception électronique ou postal valant date de notification du marché